

FRANCE

REUNION DE LA FAMILLE DU NEGOCE ET CONSEIL D'ADMINISTRATION SMC 28 NOVEMBRE 2023

Syndicat des Maisons de Cognac

Respect du droit de la concurrence



- Les membres du SMC doivent s'engager à respecter les règles du droit de la concurrence. En conséquence, toutes les réunions du SMC doivent être menées dans le strict respect du droit français et européen de la concurrence :
 - O A cet égard, tout membre du SMC doit s'abstenir de communiquer, à tout moment, toute information confidentielle relative à sa société, telle que, par exemple, des informations stratégiques sur ses prix, ses conditions commerciales, les quantités produites et/ou vendues, ses marges commerciales....
 - Les membres s'engagent par ailleurs à ne pas échanger sur des sujets qui se situeraient en dehors de l'ordre du jour diffusé préalablement à la réunion et, éventuellement, revu mais toujours communiqué préalablement.
- Tout manquement aux règles du droit de la concurrence expose l'entreprise et/ou ses représentants ainsi que l'organisme professionnel auquel l'entreprise est adhérente à des sanctions pécuniaires très lourdes (sanctions administratives notamment, infligées par les autorités de concurrence). Des sanctions pénales et/ou civiles peuvent également s'ajouter aux sanctions pécuniaires.
- Le SMC est très attaché et engagé dans le strict respect du droit de la concurrence et sera donc très vigilant s'agissant de tout comportement de ses membres qu'elle considérerait comme étant non-conforme à la réglementation en vigueur.



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SMC

16h15-17h30

Ordre du jour



16h10 précédente	Approbation de l'ordre du jour et relevé de décision de la réunion	Validation	5mn
16h15- 16h30	Proposition d'ordre du jour de l'AG du 21 Décembre	Décision	15mn
16h30 – 17h00	RSE : Validation de la méthodologie proposée par le GT	Validation	30mn
17h – 17h30	Questions diverses		30mn

- * Stratégie USA
- * Campagne de distillation
- Proposition de calendrier 1 er semestre 2024



Approbation de l'ordre du jour et du Relevé de décision de la dernière réunion

- **⇒** DECISION ATTENDUE:
- Approuvez-vous l'ordre du jour?
- 2) Approuvez-vous le relevé de décision du Conseil d'administration du 10 novembre 2023?



Projet d'ordre du jour de l'AG du 21 Décembre 2023

=> Validation

Proposition ordre du jour AG du 21 Décembre 2023



Assemblée Générale Ordinaire	
1. Approbation de l'ordre du jour	Validation
2.Point marchés	Information
3. Feuille de route de la prochaine mandature 2023-2026	Validation
4. Budget du SMC	Validation
5. Bilan des Commissions : retour sur la mandature 2020-2023	Information

As	semblée Générale non statutaire	
1.	Approbation de l'ordre du jour	Validation
2.	Salon International de l'Agriculture 2024	Information
3.	Réemploi de la théorie à la mise en pratique • Actualité règlementaire Alexandre Imbert et/ou Noélie Genevey (à confirmer) • Plan écoconception Mehdi Besbes, Adelphe • Mise en pratique du reuse Eco in Pack	Information



Validez-vous la proposition d'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 21 décembre 2023?

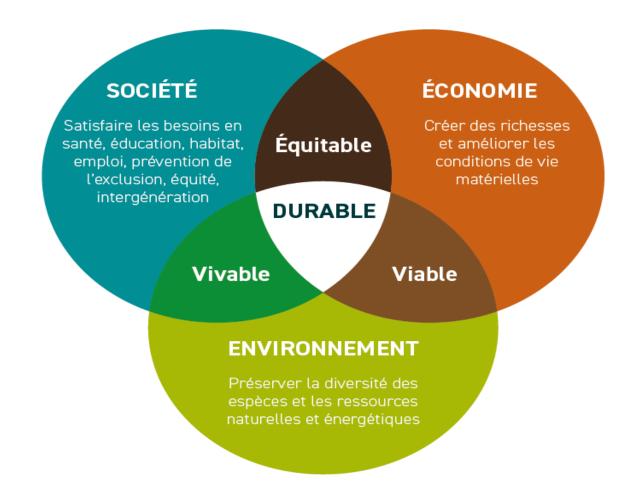


Groupe de Travail RSE du SMC Validation de la méthodologie proposée

=> Validation

La Responsabilité Sociétale des Entreprises





Méthode suivie





Première étape : Réflexion sur les bases du BNIC



Deuxième étape : Construction d'un tableau des parties prenantes



Troisième étape : Construction d'un questionnaire à envoyer à ces parties prenantes (en ligne)



Quatrième étape : Détermination des parties prenantes à interroger en entretien individuel

Questionnaire en ligne



Grandes thématiques :

- ✓ Social
 - Conditions de travail et bien-être des collaborateurs
 - Dialogue social
 - Diversité et égalité des chances
 - Attractivité de la filière
- ✓ Sociétal
 - Ancrage territorial
 - Alcool et santé
- ✓ Environnement
 - Empreinte carbone et économie circulaire
 - Conséquences du changement climatique

Une question sur l'intérêt porté sur le thème

Quel est selon vous le degré d'i et santé?	nportance que devraient accorder les Maisons à l'enje
O Peu prioritaire	
☐ Important	
Très prioritaire	
Une pr	orisation des enjeux par thème
	theme
l'ordre d'import	chacun des enjeux ci dessous selon ance que selon vous les Maisons conner (1 le plus important à 3 moins
l'ordre d'import devraient leur d	chacun des enjeux ci dessous selon

En fin de chaque grande thématique, une question ouverte

2. Transparence des informations sur les pr...

3. Mise en place d'actions concrètes en fav... X

Tableau des parties prenantes



Elus:

Maires
Députés
Sous-Préfet
Préfets
Sénateurs
Ministères
Grand Cognac

Services de l'état:

DREAL
Chambres
d'agriculture
MSA
INAO
Pôle Emploi

Associations:

PTB eau
LPO
Perennis
Charente Nature
Savoir-Faire
IFV

Filière :

UGVC
BNIC
Verrier
Tonneliers
Chaudronniers
Distributeurs de produits
phyto
Importateurs
DRH des Maisons

Autres:

Association de riverains
Office de tourisme
Agence d'intérim
Organisme de
formation
FFS
UMVIN/FEVS

Prochaines étapes



 Questionnaire en ligne : envoyé à toutes nos parties prenantes en décembre



 Sélection de certaines parties prenantes pour des Itw en physique ou téléphonique (par exemple : Morgan Berger, Jérôme Sourisseau, Sandra Marsaud, Sébastien Lepetit...)



• Consolidation des résultats, et organisation d'un GT en février pour commencer à structurer la charte.





Validez-vous la méthodologie envisagée?



Gestion de la campagne



- A date : 50% des déclarations de récoltes
- Estimation du temps nécessaire après le 31 mars : 8-10 jours
- => demande en comité permanent le 6 décembre : validation de la possibilité de demander une dérogation à la date (travail avec l'INAO pour le faire)

Point de vigilance : pas de certitude d'obtenir la dérogation => attention aux messages

+ Risque que l'INAO demande une modification définitive.



Stratégie USA

Questions diverses



Stratégie USA

- 1^{er} Marché mondial du Cognac
- Différents « acier/alu » et « Airbus/Boeing » => droits de douanes suspendus jusqu'au 31/12/23 du dossier « acier/alu », et 2026 pour « Airbus/Boeing »
- Sans solutions, réintroduction de 25% de droits de douanes sur les vins et spiritueux
- Stratégie mise en place par DISCUSS et Spirits Europ



Stratégie BNIC :

- Voyage dans le Kentucky, pour rencontrer des producteurs de bourbon (T1 2024) : représentant politique
- Voyage à Washington, en lien avec la FEVS et Discuss pour rencontrer les administrations (T1 2024):
 représentants affaires publiques
- Invitation de l'ambassadrice Bauer à venir à Cognac (courant 2024)



Calendrier

Calendrier SMC 1^{er} semestre 2024



	SMC – FAMILLE		BNIC
Janvier	Lundi 15 janvier 16h	Réunion de Famille/CA SMC	Séminaire CP BNIC 17-18 janvier
	Mardi 23 janvier	Journée de coordination	Commissions BNIC 14 – 15 février
	Mardi 30 janvier à Bordeaux	Soirée Fédération BN/SMC	
Février	Mardi 20 Février 16h	Réunion de Famille/CA SMC	CP BNIC le 22 février
Mars		ASSEMBLEE GENERALE	
	Lundi 18 mars 16h	SMC	
Avril	Mardi 2 Avril 16h	Réunion de Famille/CA SMC	CP BNIC le 4 avril
			Commissions les 9 et 10 avril
Mai	Lundi 6 mai à 16h	Réunion de Famille/CA SMC	CP BNIC le 7 mai
		Soirée CEO – à confirmer	CP CEO le 15 mai
Juin	Mercredi 12 Juin 16h	Réunion de Famille/CA SMC	CP BNIC le 13 juin
Juillet	Mardi 9 juillet à 16h	Réunion de Famille/CA SMC	CP BNIC le 11 juillet
	15-16 ou 16 – 17 juillet	SEMINAIRE SMC	



REUNION DE LA FAMILLE DU NEGOCE

17h30 - 19h30

Respect du droit de la concurrence



- Les membres du SMC doivent s'engager à respecter les règles du droit de la concurrence. En conséquence, toutes les réunions du SMC doivent être menées dans le strict respect du droit français et européen de la concurrence :
 - O A cet égard, tout membre du SMC doit s'abstenir de communiquer, à tout moment, toute information confidentielle relative à sa société, telle que, par exemple, des informations stratégiques sur ses prix, ses conditions commerciales, les quantités produites et/ou vendues, ses marges commerciales....
 - Les membres s'engagent par ailleurs à ne pas échanger sur des sujets qui se situeraient en dehors de l'ordre du jour diffusé préalablement à la réunion et, éventuellement, revu mais toujours communiqué préalablement.
- Tout manquement aux règles du droit de la concurrence expose l'entreprise et/ou ses représentants ainsi que l'organisme professionnel auquel l'entreprise est adhérente à des sanctions pécuniaires très lourdes (sanctions administratives notamment, infligées par les autorités de concurrence). Des sanctions pénales et/ou civiles peuvent également s'ajouter aux sanctions pécuniaires.
- Le SMC est très attaché et engagé dans le strict respect du droit de la concurrence et sera donc très vigilant s'agissant de tout comportement de ses membres qu'elle considérerait comme étant non-conforme à la réglementation en vigueur.

Ordre du jour



17h35 Approbation de l'ordre du jour et du relevé de décision de la réunion précéden	te Validation	5min
Reporté Association Imagine Cognac et GIS – Patrick Léger, Vincent Lang et Raphaël Delphech	1	
17h40 – 17h50	Validation	10min
 17h50 - 18h40 Modification du Cahier des Charges : Mention de provenance complémentaire : validation de la position / proposition rédactionnelle Embouteillage hors zone : validation des propositions du GT cahier des charges Mention Premier cru : validation de la proposition rédactionnelle Distillation bas carbone : point à date et orientations, préparation de la venue de la CS 	Discussion	50min
18h40-18h55 Business Plan / mécanique avant mise à jour : report de la date de modificatior de la mécanique BP jusqu'à fin de révision BP	Validation	15min
18h55 – 19h10 CEC : Validation de la déclaration commune confirmant la volonté de rendre la certification environnementale obligatoire	Validation	15min
19h10 - 19h20 Futur siège : discussion sur l'agenda, les finances, informer le CP de l'achat par l'IREO + offre d'achat du nouveau siège	Validation	10min
 19h20 – 19h30 Questions diverses Nomination Savoir-Faire du Cognac et Association Imagine Cognac Contrats Millésimes BNIC 		10mn



Approbation de l'ordre du jour et du Relevé de décision de la dernière réunion

- **⇒** DECISION ATTENDUE :
- Approuvez-vous l'ordre du jour?
- 2) Approuvez-vous le relevé de décision de la réunion de Famille du 10 novembre 2023?



Gouvernance BNIC: Commissions et GT

6 Commissions - 25 Groupes de travail actifs – 3 cellules



Comité technique distill vape Technique & DD

Contrôle & Qualité

Juridique

Economie & Territoire

Production

production

Influence et

Coûts de

territoire

Emploi & **Formatio** n

Emploi et

budget

attractivité

- Communication
- Rayonnement et
- Tourisme et

- Distillation durable
- Vignoble performant
- CEC
- Développement durable
- Sécurité des produits
- Qualité des produits
- Carbone
- Organisation de la prémultiplication
- Système d'information Géographique

- Cahier des Charges
- Qualité des produits
- Développeme nt et amélioration des outils

- Protection
- Millésimes
- Réglementation
- Contrat Interprofessionn el
- Feux d'alcool
- Cellule affaires publiques internationales
- Autres cellule ad hoc : règlementation phyto et environnement, foncier, distillation durable ...
- Fiscalité (pas de reunion)

2 GT Fermés: Embouteillage dématérialisatio n du certificate cognac

Communicatio n

- environnementa
- formation
- Attractivité

Communication RSE (suspend)

Propositions de modifications



Technique & DD

Distillation durable

Vignoble performant

CEC

Développement durable

Sécurité des produits Qualité des produits

Carbone

Organisation de la prémultiplication

Système d'information Géographique

Contrôle & Qualité

Cahier des Charges

Qualité des produits

Développement et amélioration des outils

Juridique

Economie & MARCHES

Emploi & Formatio

Communicatio n

Millésimes

Affaires publiques nationales et européennes production : environnement, foncier...

Contrat Interprofessionnel

Feux d'alcool

Fiscalité : TVA, TICGN, comptabilité matière...

Production

Coûts de production

Influence et territoire

Affaires publiques internationales (dont PPWR, étiquetage - relations et accords internationaux)

Marchés Cognac et autres catégories

Protection

Budget

Emploi et formation

- Communication environnementale
- Rayonnement et formation
- Tourisme et Attractivité
- Attractivité & Emploi (communication emploi)

Autres enceintes:

- CST interpro
- COPIL futur siège



Cahier des Charges

- 1. Mention de provenance complémentaire
- 2. Embouteillage hors zone
- 3. Mention premier cru
- 4. Distillation vapeur

Points de validation

MPC: Point de situation



- Famille janvier 2023 : accords des familles pour introduction dans le CDC des MPC pour les étapes récolte distillation (distillé par / récolté et distillé à) et vieillissement, sous réserve d'encadrement
- ⇒Travail sur l'encadrement en GT cahier des charges

Objectif : validation de la modification du cahier des charges pour le CN INAO de février 2024

- Points d'achoppement: Vieillissement et niveau de précision du cahier des charges / recommandations
- ⇒ Réunion des membres négoce GT CDC : Points à décider en famille

Rédaction idéale



- L'indication de provenance pour l'appellation d'origine contrôlée Cognac correspond à une unité géographique existante située dans l'aire délimitée, en excluant les lieu-dit reprenant un nom de cru.
- L'utilisation d'une indication de provenance dans l'étiquetage des eaux de vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Cognac », pour les étapes de récolte et de vieillissement est autorisée.

Concernant l'étape de la distillation

- Dans le cas où la distillation est réalisée dans le même lieu que la récolte, l'indication de provenance peut être accompagnée des termes « Récolté et distillé à » ou expression équivalente.
- La mention de l'opération de distillation est également admise dans l'étiquetage des eaux- de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Cognac » quand elle est accompagnée du nom ou de la raison sociale de l'opérateur ayant réalisé l'intégralité de la distillation, accompagnée des termes « Distillé par ... » ou d'une expression équivalente.



Champ d'application

• Attentes de la viticulture : Limiter les possibilités à « île ou commune ».

 Proposition de compromis du Négoce : L'indication de provenance pour l'appellation d'origine contrôlée Cognac correspond à une unité géographique existante située dans l'aire délimitée, en excluant les lieu-dit reprenant un nom de cru.





Attentes de la viticulture :

- Principes de vieillissement total et partiel dans le CDC
- Recommandation :
 - √ 1 seul lieu de vieillissement et concordance entre la MV et la durée du vieillissement
 - Hors de l'étiquetage on peut présenter librement les différentes étapes de vieillissement
 - ✓ Définir les conditions de vieillissement particulières (préciser par exemple que le vieillissement en péniche / gabarre n'est pas une MPC
- Proposition du Négoce (en recommandation):

Si 100% du vieillissement a eu lieu dans le lieu revendiqué si pas de durée indiquée

A défaut, l'indication de la durée de vieillissement dans le ou les lieux revendiqués est possible sous réserve d'en indiquer la durée. La revendication d'une mention de vieillissement ne sera possible qu'en cas de concordance avec la durée de vieillissement dans le ou les lieux revendiqués.





Proposition du Négoce : L'utilisation d'une indication de provenance dans l'étiquetage des eaux de vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée «Cognac», pour les étapes de récolte et de vieillissement.

- Attentes de la viticulture: La DGC doit obligatoirement apparaître au moins une fois dans le même champ visuel que la MPC – demande la précision dans le CDC
- Compromis envisagé :
 - ✓ **Option 1** : accord de la viticulture pour limiter le CDC au minimum et intégrer ce point en recommandation BNIC
 - ✓ Option 2 : à défaut, intégrer dans le Cahier des Charges





- Dans le cas où la distillation est réalisée dans le même lieu que la récolte,
 l'indication de provenance peut être accompagnée des termes « Récolté et distillé à » ou expression équivalente.
- La mention de l'opération de distillation est également admise dans l'étiquetage des eaux- de-vie bénéficiant de l'appellation d'origine contrôlée « Cognac » quand elle est accompagnée du nom ou de la raison sociale de l'opérateur ayant réalisé l'intégralité de la distillation, accompagnée des termes « Distillé par ... » ou d'une expression équivalente.
- Accord négoce / viticulture sur la rédaction
- Position viti: Point 1 dans le CDC + référence à la DGC point 2 en recommandation
- RECOMMANDATION: Valider ce principe et pas d'opposition sur la DGC





- Proposition du Négoce : Les règles d'étiquetages seraient dans les recommandations
- Attentes de la viticulture : Volonté de tout mettre dans le Cahier des charges
- Compromis possible :

Option 1 : accord de la viticulture pour limiter le CDC au minimum et intégrer ce point en recommandation BNIC

Option 2 : Intégrer le strict minimum dans le Cahier des Charges : « L'indication de provenance apparaît dans une taille de caractères qui n'est pas plus grande que celle de l'AOC « Cognac ».



Position à prendre :

Quelle position porter en comité permanent sur chacun des points?

Embouteillage hors zone



Contexte :

- ✓A ce jour : Discrimination entre les opérateurs habilités soumis à un contrôle et les opérateurs non habilités échappant au contrôle ODG
- ✓ CP de juin 2020 : validation de la mise en place d'un système permettant de contrôler les importateurs de Cognac en vrac et les embouteilleurs non habilités.
- ✓ Echange avec des opérateurs de la Scotch Whisky, afin de s'inspirer de leur plan de contrôle.



Embouteillage hors zone



• Points de validation :

- ✓ Mise en place d'une chaine d'opérateurs habilités qui permet d'éviter des trous dans le système de contrôle
- ✓ Sur le contrôle des étiquettes :
 - Uniquement pour les nouveaux opérateurs habilités au moment de l'habilitation ou dans un délai restreint.
 - Examen analytique + examen de l'étiquette + contrôle in situ en cas d'anomalies constatées sur les éléments de traçabilité fournis

✓ Sur l'échantillonnage :

- Proposition des services : Les opérateurs de la chaine devront conserver 3 échantillons de 50cl minimum du produit en vrac pendant 2 ans
- Proposition du négoce : Enquête auprès de nos adhérents et afin de se baser sur les pratiques déjà en place

Mention Premier Cru



Contexte :

- ✓ Circulaire du 14/03/1966 : reconnait et valide l'usage de l'expression «Premier Cru de Cognac » comme Dénomination Géographique Complémentaire
- ✓ Décret du 4 Mai 2012 : subordonne l'utilisation du terme « Premier Cru » à la mise en œuvre de dispositions du Cahier des Charges.
- ✓ Proposition des services en 2021 refusée par la Famille du Négoce.
- c) La mention « Premier cru de Cognac » ou « 1er Cru de Cognac » est réservée à la dénomination géographique complémentaire « Grande Champagne ».

Elle ne peut être employée dans la présentation ou l'étiquetage d'une eau-de-vie de Cognac que jointe à cette dénomination géographique complémentaire. »

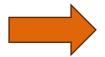
Mention Premier Cru



• Contre-proposition de la Famille du Négoce :

« c) La mention « Premier cru de Cognac » ou 1^{er} cru de Cognac » est réservée à la dénomination géographique complémentaire « Grande Champagne » Elle doit apparaître dans le même champ visuel que cette dénomination géographique complémentaire »

- => Davantage de souplesse pour les opérateurs
- => Clarifier la compréhension



Retour de l'administration (DGCCRF) : Notion de « champ visuel » tout à fait acceptable, concept largement utilisé au sein des règlementations Européennes.



Validez-vous les modifications du Cahier des Charges ?



Distillation alternative

Le dispositif DEI présenté par l'INAO Local



Suffisant pour justifier du bien fondé de l'évolution

Modification directe du cahier des charges

Intégration au CDC Bénéfice de l'AOC

Etat des connaissances sur l'innovation et condition à modifier

Pas encore de résultats de recherches

ODG

Comité National Mise en place d'une expérimentation

Mise en œuvre par 1 ou 2 opérateurs sur vol. limités Pas de bénéfice de l'AOC

Possible reprise des stocks si intégration au CdC

A déjà fait l'objet d'expérimentation positives mais des incertitudes demeurent

Mise en place d'une évaluation (DEI)

Mise en œuvre
possible par tous les
opérateurs
Bénéfice de l'AOC
Limitation volumes
Convention





Conditions de mise en œuvre

- ✓ Eligibilité à tous les opérateurs
- ✓ Engagements de l'opérateur à effectuer des observations, mesures et prélèvements définis par le protocole → Convention
- ✓ Suivi scientifique par un organisme habilité choisi par

Limites à la mise en œuvre

- ✓ Limitation des quantités : ≤ 10 %
 des produits mis à la
 consommation ou des surfaces
- ✓ Nombre max des conditions de productions soumises au DEI sur un même CdC
- ✓ Nombre max de DEI engagés chez un opérateur

Avantages / inconvénients du DEI



- Si autre expérimentation que vapeur : nouvelle demande de modification du CDC.
- Avantages :
 - ✓ Possibilité de produire du Cognac Distillation dite vapeur dès la prochaine campagne
 - ✓ délai de demande d'introduction d'un nouveau DEI nettement réduit.
 - ✓ A la fin de du protocole DEI : demande de modification pour inscrire le dispositif de manière définitive dans le CDC. => instruction simplifiée de la demande de modification au niveau national et européen.

Programme de la visite du CST



- Contexte :
- Suivi de l'expérimentation relative à la Distillation vapeur
- ➤ Visite d'une délégation de la CST à Cognac
 - → Objectif : étudier les résultats de cette expérimentation
- Composition de la délégation BNIC : répartie sur les différents moments du programme
 - Christophe Forget (Président de l'ODG
 - Eric Billhouet (représentant INAO)
 - Patricia Gaborieau (représentant INAO et Vice-Présidente de l'ODG)
 - Florent Morillon (représentant INAO et Président du BNIC)
 - Anthony Brun (chef de la famille de la viticulture)
 - Hervé Bache Gabrielsen (chef de la famille du négoce)
 - Eric Le Gall (Président du SMC)
 - Aude Drounau (Présidente du SBP)
 - o 2 Co-présidents du PTDD

Programme de la visite du CST



J1: Lundi 18 décembre

- ✓ Visite du Lycée professionnel de l'Oisellerie (alambic instrumenté et système de récupération de la chaleur des fumées)
- √ Visite des Installations de la Maison Hennessy (préchauffage des vins et hydrogène)
- ✓ Visite de la Maison Boinaud (explication du protocole expérimental mis en place + résultats adressés à l'INAO)

J2: Mardi 19 décembre

- ✓ Visite de la Maison Martell (explication sur le pilote de réintégration énergétique + autres innovations à venir)
- ✓ Réunion de synthèse



Business Plan Révision nouvelle mandature

=> Validation : proposition de report de la date de modification de la mécanique (du 31 décembre à la fin de la révision du business plan – avril 2024)

Mécanique du business plan



BNIC COGNAC FRANCE

LE MODÈLE DU BUSINESS PLAN

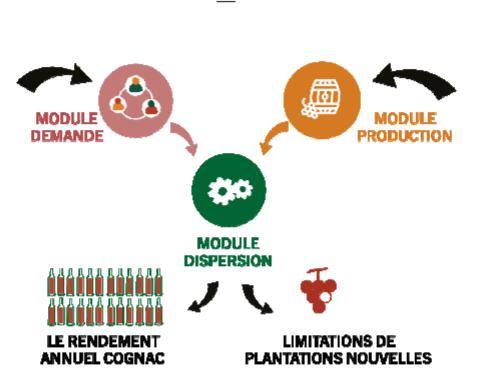
La famille du Négoce fournit en début de mandature

▼

Une vision partagée des perspectives des marchés du Cognac dans le monde

Données transmises sur 15 ans : Taux de croissance annuel

Afin d'estimer : Volumes annuels à mettre en stock



La famille de la Viticulture fournit en début de mandature



Une vision partagée des perspectives de production



Données transmises à horizon 15 ans : Capacité de production du vignoble



Afin de calculer : Rendements agronomiques annuels



Analyse annuelle d'indicateurs de pilotage et de seuils d'alerte pour suivre les évolutions et donner les bonnes orientations au développement de la filière.



CEC : Validation de la déclaration commune confirmant la volonté de rendre la certification environnementale obligatoire

=> Validation

Annonce à faire lors du lancement CEC – conf nouvelle mandature



- La filière Cognac se doit de contribuer positivement au développement de son territoire en prenant en compte le bien-être de tous ses habitants. L'environnement est une priorité portée collectivement par la viticulture et le négoce.
- Nous avons fait le choix de nous appuyer sur une démarche de certification environnementale. Se faire certifier, c'est miser sur de bonnes pratiques et le faire savoir. Afficher une certification, c'est prouver son exemplarité au consommateur et faire face aux concurrents sur les marchés. C'est aussi avoir un impact positif sur l'image des métiers de la vigne et ainsi garantir la continuité de notre activité par des transmissions réussies. Enfin se faire certifier, c'est montrer sa volonté de participer à une dynamique de progrès collectif.
- Notre démarche est ouverte et toutes les certifications ou labels environnementaux reconnus sont pris en compte, dont HVE et le label AB. Mais nous promouvons particulièrement la Certification Environnementale Cognac (CEC) mise en place par le Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC) et reconnue par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. C'est une certification faite par les professionnels du Cognac dont chaque viticulteur a la possibilité d'être l'acteur.
- Les familles de la viticulture et du négoce réaffirment clairement l'ambition de la filière Cognac : 100 % des surfaces certifiées au plus tard en 2028.
- De ce point de vue, la certification environnementale est une ambition collective. Mais c'est aussi un devoir individuel qui s'inscrit dans une optique importante et concrète : améliorer nos pratiques culturales, protéger l'appellation Cognac et sa réputation et pérenniser l'activité de nos entreprises et de nos exploitations.
- Dans un monde extrêmement concurrentiel et face à des catégories concurrentes très actives sur le plan environnemental et très agressives sur le plan commercial, la certification environnementale est une bataille que nous devons mener de façon très déterminée et que nous devons gagner tous ensemble ici à Cognac. Le temps perdu ne pourra pas être rattrapé. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de s'y engager sans attendre.
- Pour remplir cet objectif, les familles de la viticulture et du négoce s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour pleinement déployer la certification dans les quatre ans qui viennent et pour la placer au centre des pratiques et des mécanismes de notre filière. Tout sera mis en place d'ici 2028 pour en faire un point de passage nécessaire, un prérequis et un préalable à l'élaboration et à la commercialisation du Cognac.



Futur siège Agenda et vision globale de l'aspect financier

=> Validation



- Point exhaustif en CP le 6 décembre
- Inondations => démarrage des travaux « lourds » la semaine du 5 décembre
- Offre d'achat du siège (rencontre le 30 novembre) nécessité de rapidité de décision
 - ✓ 2 millions € paiement immédiat avec possibilité de rester loger sans loyer ni pénalités (chiffrage à venir)

Excédent budgétaire de 1,4 millions € (décalage budgétaire liés aux fouilles pris en charge par la SCI et non par le BNIC + 500 K€ d'économies) => affectation à une enveloppe dédiée aux aléas potentiels sur le chantier (sous management comité permanent)



Questions diverses

- Nomination Savoir-Faire du Cognac : Eric Le Gall remplace Patrice Pinet
- Nomination Association Imagine Cognac : Patrick Léger au poste de trésorier
- => Validation







FRANCE

Merci de votre participation

Syndicat des Maisons de Cognac 56